

Unité Interdépartementale 25-70-90

Besançon, le 17 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCE (ex COLAS NORD-EST)

Agence Belfort Montbéliard
Route Départementale 83
90150 EGUENIGUE

Références : UID257090/SPR/ES/LB 2022 - 0517B

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement SCE (ex COLAS NORD-EST) implanté Agence Belfort Montbéliard Route Départementale 83 90150 EGUENIGUE. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale relative à la thématique "Déchets inertes d'extraction".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCE (ex COLAS NORD-EST)
- Agence Belfort Montbéliard Route Départementale 83 90150 EGUENIGUE
- Code AIOT dans GUN : 0005901913
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'exploitation de la carrière d'EGUENIGUE est autorisée au travers de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2015 pour une production moyenne de 25000 tonnes de granulats calcaires (pour les 10 premières années) et sur une durée de 21 ans.

Actuellement, selon les années, la carrière est peu ou pas exploitée ce qui entraîne un retard important du phasage d'exploitation.

L'exploitant a rédigé un plan de gestion des déchets inertes en 2015. Ce document a été mis à jour en février 2022.

Dans le cadre de cette action nationale, un questionnaire a été préalablement adressé à

l'exploitant en vue de communiquer à l'Inspection les informations concernant la nature des stocks de déchets d'extraction de la carrière et le dernier plan de gestion des déchets.

L'objectif de cette inspection est la vérification de la cohérence des éléments communiqués par l'exploitant avec la situation réelle de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La gestion des déchets intrinsèques d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection n'a pas montré de fait non conforme concernant la gestion des déchets d'extraction de la carrière, ni d'écart avec les informations présentées dans le PGD.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'inspection de la carrière n'a pas montré l'existence d'une zone de stockage de déchets inertes d'extraction au sens de la définition de l'article 1er de l'arrêté ministériel susvisé. Il est noté toutefois l'existence de plusieurs stocks de déchets ou de matériaux inertes : - un stock de déchets inertes venant de l'extérieur est présent au sein de la carrière ; - un stock de matériaux en attente de commercialisation ; - un stock de matériaux composé de brut d'abattage situé au pied du front de taille.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Au regard du constat précédent, aucune installation de stockage de catégorie A n'est présente au sein de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Au regard des constats précédents, ce point de contrôle est sans objet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Il n'y a pas de zone de stockage, toutefois l'exploitant indique que la quantité des matériaux inertes d'extraction est déterminée chaque année lors de la déclaration GEREP par la différence entre le tonnage des matériaux extraits et les tonnages commercialisables. Il n'a pas été constaté la présence de stock de stériles de scalpage et de terres de découvertes sur la carrière, hormis ceux constituant les pistes et les merlons périphériques de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le plan topographique daté du mois de juin 2021 localise la présence des stocks de matériaux en attente de commercialisation. Le jour de l'inspection, un seul stock (matériaux en attente de commercialisation) était présent sur le carreau de la carrière et sa position était conforme à celle indiquée sur le plan.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le plan des gestion des déchets de l'exploitant a été mis à jour au mois de février 2022. Il présente des fiches "matériaux" présentant la caractérisation des différents types de déchets inertes présents sur la carrière ainsi qu'une estimation de leur quantité. Ces types de déchets inertes sont les suivants : - les terres végétales dont le volume est estimé à 5000 m3, - les plaquettes (codifiées 01.01.02) dont le volume est estimé à 10000 m3, - les matériaux de scalpage (codifiées 01.01.08) dont le volume est estimé à 60000 m3, Il a été constaté sur le site la présence de merlons périphériques dont le volume n'est pas vérifiable. D'après l'exploitant, ces merlons ont été constitués en application des premières autorisations préfectorales avec les terres et plaquettes issues du décapage des terrains avec une proportion de terres et de plaquettes non connue. Concernant les matériaux de scalpage, il a été constaté leur absence dans la carrière. Il est à noter que depuis le début de l'autorisation d'exploiter de 2015, la carrière a été très peu exploitée et en conséquence très peu de déchets inertes d'extraction ont été produits.
Observations : Les cubatures des déchets d'extraction stockés depuis le début de l'autorisation actuelle (2015) pourraient judicieusement être indiquées sur le plan d'exploitation à l'occasion de ses prochaines mises à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Il n'a pas été constaté l'existence d'une installation de gestion de déchets sur la carrière, en cohérence avec le plan de gestion de déchets qui n'en mentionne pas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le plan de gestion des déchets de l'exploitant indique le procédé susceptible de générer des déchets inertes d'extraction. Ces déchets d'extraction sont notamment produits au cours des travaux de découverte réalisés avec une pelle mécanique et au cours des tirs de mines. Le PGD indique l'usage prévu de ces déchets. Les fiches "matériaux" du PGD montrent notamment que : - les terres végétales seront stockés définitivement sous forme de merlon, - les plaquettes seront également stockés définitivement sous forme de merlon, - les matériaux de scalpage seront stockés provisoirement avant leur vente ou stockés définitivement sous forme de talus en pied de front. Il n'a été constaté sur le site qu'un stock de brut d'abattage généré par le dernier tir de mine et des merlons anciennement constitués lors des autorisations d'exploiter précédentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Les fiches "matériaux" du PGD indiquent la nature des risques potentiels sur l'environnement issus des stocks de déchets d'extraction et les mesures prévues pour en supprimer ou limiter les inconvénients. Le PGD prévoit la végétalisation des merlons pour réduire le risque d'émission de poussières et les risques d'instabilité. Il a été constaté que les merlons sont tous végétalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Les mesures de surveillance prévues par l'exploitant sont basées sur des contrôles visuels et un relevé topographique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD présente un plan de remise en état. Cette remise en état est essentiellement basée sur la constitution d'un remblai de déchets inertes extérieurs à la carrière. Ce stock a pour objectif le remblayage d'une partie de la carrière jusqu'au niveau topographique du terrain naturel. La remise en état n'a pas débutée au regard de la faible exploitation de la carrière mais le remblai de déchets inertes est régulièrement constitué par l'apport d'environ 20 000 tonnes de déchets inertes par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet